

DES ÉDIFICES PUBLICS INCENDIÉS ET DES ARRESTATIONS À MOSTAGANEM

La ville de Hadjadj secouée
par des émeutes

Des émeutes ont éclaté mercredi soir, après la prière d'el maghreb, dans la paisible localité balnéaire de Hadjadj où des édifices publics ont été incendiés par des centaines de jeunes en furie.

Cette protesta fait suite à la mort par noyade de 5 clandestins parmi un groupe de 11 qui n'ont pas réussi à atteindre l'autre rive de la Méditerranée alors qu'ils étaient à quelque 4 km des côtes ibériques. Ces candidats à l'émigration ont pris le large à partir de la plage le Bosquet le 6 octobre dernier dans des conditions météorologiques très favorables, mais seuls 6 rescapés ont pu rejoindre la terre ferme. A leur arrivée, ils ont pris contact avec leurs familles et les ont informées de la tragédie.

Depuis, les familles des 5 victimes ont vainement tenté de rapatrier les corps afin de les inhumer dignement mais les démarches avec les autorités espagnoles sont toujours en cours.

Dans la matinée de mercredi, les jeunes du village et des douars voisins se sont contentés d'accrocher une banderole puis d'entreprendre une marche pacifique en hommage aux 5 victimes, mais leur colère atteindra son paroxysme et la marche a rapidement tourné à l'émeute.

Profitant de l'obscurité, les manifestants se sont pris en premier au siège de la mairie, une bâtisse datant de l'époque coloniale qui a été entièrement calcinée. «Rien n'a pu être sauvé, les registres de l'état

civil et les archives sont partis en fumée, même le toit s'est écroulé sous un énorme fracas», nous dira un témoin oculaire.

Le parc de l'APC a subi le même sort où des engins de levage et de transport ont été incendiés.

Les manifestants, déchaînés, ont attaqué par la suite l'agence postale qui a été incendiée et vandalisée, ses équipements ; la receveuse et son époux n'ont dû leur salut qu'en sautant par la fenêtre du premier étage du logement de fonction.

La bibliothèque et le centre culturel ont été aussi incendiés et dépouillés de leurs équipements informatiques.

Les émeutiers ont détruit ou emporté des éléments pédagogiques dans un lycée et un CEM.

Au niveau de la station Naftal à la sortie de la ville, c'est de justesse qu'une catastrophe a été évitée lorsque des bouteilles de gaz incendiées n'ont heureusement pas explosé, deux volucompteurs ont été sac-cagés.

Une pharmacie a subi des dégâts, son rideau métallique a été enfoncé et des dizaines de boîtes d'antidépresseurs et d'anxiolytiques (les drogues tranquillisantes) ont été volées. Des jeunes, scindés en groupes déchaînés, ont bloqué les issues menant au centre-ville et se



La marche pacifique a vite tourné à l'émeute.

sont attaqués à l'éclairage public.

Les gendarmes n'ont pu contenir la foule en furie et des renforts sont venus à la rescousse, et une bataille a opposé les émeutiers qui tentaient de s'en prendre aux commerces et d'incendier d'autres édifices aux brigades anti-émeutes qui ont réussi à les repousser.

Quelques rafales d'armes automatiques ont retenti dans le ciel du village jusqu'à 22 heures quand les troubles ont brusquement cessé.

Au total, il y a eu 32 interpellations parmi les manifestants dont la plupart ont des antécédents judiciaires. Le lendemain des troubles, c'est-à-dire jeudi, le wali a tenu un

point de presse dans son bureau avec les correspondants de la presse écrite et parlée sur les faits survenus la veille à Hadjadj. Bien avant ces troubles, des démarches pour rapatrier les corps des 5 victimes ont été entamées mais il faudrait du temps pour pouvoir les identifier d'une manière formelle. Le dilemme est l'obligation du test ADN pour identifier les corps rejetés par la mer, dira le wali.

Aujourd'hui, dira-t-il, la science permet l'identification à partir des tests ADN mais pour des raisons objectives, il incombe à leur famille de se faire identifier pour rapatrier leurs corps. La wilaya a établi des

passesports d'urgence et obtenu des visas pour les parents des victimes et pris contact avec le consulat d'Algérie à Alicante et le consulat d'Espagne à Oran pour faciliter les démarches. Ils doivent se rendre en Espagne très prochainement, nous a confirmé le wali.

Nous nous sommes rendus vers les lieux des émeutes peu avant midi, et des édifices publics n'étaient que ruine et désolation, certains jeunes sont venus à notre rencontre et nous parler de ce climat de tension qui était déjà perceptible avant, disent-ils, et ce, à l'approche des élections.

D'autres nous diront que les différents partis ont trouvé dans ces émeutes le terrain propice pour récupérer la colère des jeunes. Ils ont parlé aussi de la précarité et du chômage dans cette commune.

A noter que pendant notre mission d'information, le maire nous a malmenés et nous a rendus (la presse) responsables de ce gâchis.

A. Bensadok

Les victimes
de cette tragédie

Hamarid Djamel 32 ans (agent de sécurité, Université de Mostaganem) Saâdaoui Larbi 26 ans (joueur de foot au MCBH) Boubekour Ladjel, 26 ans (coiffeur) Belharouat Moussa 26 ans (sans profession) et Bouabdellah Tewfik 28 ans (sans profession).

TIZI-OUZOU

L'APW se penche sur le recrutement à la radio

La situation dans le secteur de l'éducation a occupé l'essentiel des débats de la session ordinaire de deux jours de l'APW de Tizi-Ouzou, qui s'est achevée tard dans la journée de mercredi dernier.

Les élus, qui ont été invités à discuter de la rentrée universitaire 2011-2012 et de la situation dans d'autres secteurs comme ceux de l'hydraulique, du tourisme, de l'action sociale et de la formation professionnelle ont longuement parlé d'autres questions d'actualité dans la wilaya. Il en a été ainsi des modalités de recrutement des journalistes au sein de la future radio locale de Tizi-Ouzou dont le début des émissions est attendu pour le début de novembre prochain.

Le sujet fait des vagues. Aussi bien parmi les élus que les candidats au concours de recrutement des journalistes qui se sont dit injustement écartés et qui ont sollicité l'intervention des élus et, même, du wali de Tizi-Ouzou.

En l'absence du directeur de la station régionale de l'ENRS, c'est ce dernier qui répondra à l'interpellation de l'élue du RCD, Mme Moula qui a fait part de la protestation d'un journaliste ayant une longue expérience en tant que correspondant local de la Radio nationale et qui n'a pas été admis à passer le concours, en raison de son âge avancé.

Le wali qui a reconnu avoir été saisi personnellement pour de nombreux cas qui se disent avoir été injustement écartés a affirmé dans sa réponse à l'interpellation sur le sujet avoir agi en direction du responsable de la radio régionale pour rendre plus transparents les critères d'éligibilité et de recrutement.

Le premier responsable exécutif de la wilaya qui s'est dit favorable à un essaimage équilibré des recrutements entre les différentes localités de la wilaya, avancera le chiffre de 26 admis au concours sur un total de 1 200 candidats.

Rappelons que le député et coordinateur pour la wilaya de Tizi-Ouzou du RND avait lui aussi, dans un courrier adressé au Premier

ministre, dénoncé «les irrégularités qui ont entouré les recrutements des journalistes à la radio régionale de Tizi-Ouzou», arguant du fait que les demandes de candidature n'ont pas transité par les services de l'Anem. La non-attribution d'une subvention à la JSK par l'APW a fait l'objet d'interventions houleuses et contradictoires de la part des élus.

Les élus du FFS, du FLN et du RND n'ont pas été avertis de critiques à l'égard du P/APW, lui reprochant d'avoir engagé l'APW dans une polémique qui ne les concernait pas. Ils se disent, en outre, favorables à l'octroi d'une subvention à la JSK. Dans ses réponses,

le P/APW qui réitérera les arguments qui ont motivé son refus de subventionner la JSK dans le cadre de l'exercice budgétaire en cours, dira avoir réagi aux critiques qui ont visé l'Assemblée de la part du président de la JSK qui a déclaré que le club n'a pas reçu de subventions depuis trois ans de la part de l'APW.

Tenant, visiblement, d'accréditer cette thèse, le directeur de l'administration locale (DAL) ira jusqu'à dire qu'il n'a pas pris connaissance des délibérations antérieures de l'APW, portant sur l'octroi de subventions durant trois exercices budgétaires des années 2008, 2009 et 2010. Une déclaration qui fera réagir le

P/APW de façon énergique, exhibant, dans un geste de défiance, les trois délibérations en question dont des copies ont été remises, juste après aux journalistes, et qui, précisera le président de l'APW, ont été adressées par les voies réglementaires par les services de l'APW à ceux de la DAL.

«Il y a continuité de l'Etat», dira, en substance, M. Bellabas, réfutant l'explication du directeur de l'administration locale qui, paraissant, quelque peu, décontenancé et évasif dans ses réponses, a fini par dire qu'il a été nouvellement affecté dans le poste.

S. A. M.

COMPLEXE ÉLECTRO INDUSTRIES D'AZAZGA

Après en avoir été empêchés, la direction générale
et ses collaborateurs reprennent le travail

Le directeur général de l'entreprise Electro Industries d'Azazga et ses collaborateurs, accueillis en fanfare par les travailleurs, ont repris jeudi matin le travail, et ce, après en avoir été empêchés, depuis le 9 octobre dernier, par des enfants de chouhada de trois organisations. Celles-ci se sont solidarisées avec un des leurs, présumé victime d'une agression suivie de sanctions disciplinaires (voir articles précédents).

La veille, des policiers sont venus exécuter une décision de justice, saisie en référé par la direction de l'entreprise, invitant la trentaine de grévistes à lever le siège et à décrocher les banderoles. Ce retour triomphal survient après les rumeurs les plus folles qui ont circulé, faisant état de décisions de sanctions tous azimuts. Chose qu'infirme le DG qui, parlant de la qualité d'ayant droit, rappelle que celle-ci «n'inclut pas l'impunité et que les ayants droit sont soumis aux mêmes règles que les autres tra-

vailleurs». «Moi-même je suis fils de chahid, celui qui a sanctionné le travailleur est fils de chahid et la DRH intérimaire est également fille de chahid», enchaînera-t-il.

«Tout est rentré dans l'ordre après les 12 jours de perturbations qu'a connues l'usine qui a très bien tourné, engrangeant même des bénéfices inattendus», ajoute notre interlocuteur, et cela grâce aux travailleurs dont 95 % soutiendraient la direction et le secrétaire général du syndicat d'entreprise, affirme-t-on, images vidéos à l'appui montrant les manifestations des travailleurs soutenant la direction.

S'agissant de la vingtaine de travailleurs qui sont encore en dissidence, le responsable de l'ex-ENEL indique que la réglementation en vigueur leur sera appliquée, les qualifiant «d'égares instrumentalisés par des éléments extérieurs à l'usine à des fins inavouées», expliquant aussi qu'ils n'ont pas à se faire justice eux-mêmes s'ils se sentent lésés ou bafoués dans leurs droits.

Revenant sur la présumée agression du travailleur à l'origine du conflit, le DG affirme que l'incident en question relève d'une altercation verbale avec un syndicaliste qui s'est produite

le 19 juin dernier alors que la sanction disciplinaire a été prononcée le 31 mai.

Dans les couloirs menant à la direction, on a rencontré un travailleur faisant, selon lui, état de menaces de mort par des grévistes qu'il indique avoir poursuivis en justice.

Le DG revient sur les performances de son unité boostée par un projet sorti des oubliettes qui lui vaut aujourd'hui un carnet de commandes plein. «On engrange aujourd'hui 400 à 450 millions de dinars de bénéfices l'an et on paye chaque année 9 milliards de centimes d'impôt sur le bénéfice à l'Etat sur des contrats arrachés de haute lutte en dépit de la concurrence internationale», dira le DG.

Plus précis, M. Younsi affirme que l'ex-ENEL est une entreprise citoyenne qui a seulement besoin d'être aidée à se développer encore plus. Pour preuve, la surprise des Italiens, qui, lors de leur visite au complexe, ont été séduits par cet outil de production nationale qui lui vaut le statut d'entreprise la plus viable de la région. Plus discret, le sit-in des grévistes, qui n'entendent pas lâcher du lest, s'est encore tenu jeudi.

S. Hammoum